

La « caravane » du SNU ne passera pas !

Le « Collectif Non au SNU 21 » refuse le Service National Universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans

Dans le cadre de la généralisation du Service national universel (SNU), l'une des nouvelles pistes envisagées par le gouvernement est un stage de 12 jours sur le temps scolaire pour les élèves de seconde dès la rentrée de septembre. Au sein du gouvernement c'est Sarah El Haïry qui est chargée de la mise en place du Service national universel. Ceci, en tant que secrétaire d'État auprès des ministres des Armées et de l'Education nationale. Le lien ainsi fait entre l'institution militaire, l'éducation et la jeunesse illustre clairement les objectifs gouvernementaux : mettre au pas les jeunes de 16 ans qui sont la cible de la généralisation projetée du SNU. Réactivons le slogan des opposantes et opposants au premier protocole Armée/école en 1982 : « **Pas d'armée à l'école !** »

Les organisations membres du « Collectif Non au SNU 21 » refusent le Service National Universel que le gouvernement **Une opération de soumission de la jeunesse** : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes. Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans ; on sait comment ce genre de fichier peut être utilisé ! Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront formatés, sans aucune possibilité de s'en extraire.

Des dépenses considérables : 6 milliards €/an, selon un rapport sénatorial de 2017. Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Education et le secteur associatif qui sont bien plus qualifiés que l'armée pour apprendre la « citoyenneté » à nos enfants.

Le renforcement de la militarisation : Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc contribueront à l'endoctrinement des jeunes.

Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent. **Mais c'est déjà le cas !**

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc. **Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !**

Non au SNU ! Abrogation du SNU !

Mobilisons-nous, ce mercredi 24 mai, pour dire non à l'embrigadement de la jeunesse !

Rassemblement à partir de midi, place de la République à Dijon !"

